



Service public de Wallonie

Namur, le

DGO4

Département de l'Aménagement du Territoire et
de l'Urbanisme

Direction de l'Urbanisme et de l'Architecture
Rue des Brigades d'Irlande 1, B-5100 Namur (Jambes)
Tél. : 081 33 21 11 • Fax : 081/33.25.67

11 JUIN 2012

Par recommandé avec accusé de
réception

**BRUSSELS SOUTH CHARLEROI
AIRPORT SA
rue des Frères Wright, 8
6041 GOSSELIES**

Nos réf. : DATU/DUA/GG/JPVR/XDB/52011/12.1
Annexe(s) : 1 arrêté + 1 jeu de plans

REÇU LE 13 JUIN 2012

Objet : CHARLEROI (Gosselies)
**Permis d'urbanisme relatif à la réalisation de 2 dalles de parking avions et
voirie de contournement**
Demandeur : BRUSSELS SOUTH CHARLEROI AIRPORT SA

Mesdames, Messieurs,

J'ai l'honneur de vous faire parvenir, en annexe, copie conforme de l'arrêté du 07 juin 2012 portant sur l'objet repris sous rubrique.

Je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'assurance de ma considération distinguée.

Le Directeur f.f.,

Xavier DE BUE

ANNEXE 12 - FORMULAIRE G

Personnes de droit public ou actes et travaux d'utilité publique

Décision d'octroi du permis d'urbanisme

Le Ministre,

Vu le Code Wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie en vigueur;

Vu le décret du 27 mai 2004 et l'arrêté du Gouvernement Wallon du 17 mars 2005 portant respectivement codification de la partie décrétable et de la partie réglementaire des dispositions du Livre 1^{er} du Code du droit de l'environnement;

Vu l'article 272 §2 f du Code précité qui précise qu'aucune délégation n'est accordée en ce qui concerne les aérodromes et toute infrastructure destinée au transport aérien;

Vu le permis d'urbanisme délivré en date du 04/04/2011, sous référence: F0414/52011/UCP3/2010/175/176872, en vue de la construction d'une vigie de contrôle en surplomb du terminal existant à l'aéroport de Charleroi;

Considérant que BRUSSELS SOUTH CHARLEROI AIRPORT S.A a introduit une demande de permis d'urbanisme relative à un bien sis rue des Frères Wright 8 à 6041 GOSSELIES, cadastré GOSSELIES: C*270 e ayant pour objet: Réalisation de 2 dalles de parking avions et voirie de contournement;

Considérant que la demande complète de permis a été adressée au Fonctionnaire délégué de la DIRECTION DU HAINAUT II de la Direction Générale opérationnelle - Aménagement du territoire, Logement, Patrimoine et Energie, en date du 06/12/2011;

Considérant que la demande (conformément à l'article 272 §2 du Code précité) porte sur des actes et travaux pour lesquels aucune délégation n'est accordée au Fonctionnaire délégué;

Considérant que selon les dispositions du plan de secteur de CHARLEROI, le bien se situe pour partie en zone d'aménagement communal concerté à caractère industriel (Arrêté du 10/09/1979);

Considérant que le bien se situe dans un périmètre de reconnaissance économique: " Zone d'activité économique de l'Aéropôle" approuvé par arrêté le 05/09/1991 (affectation: Artisanat et services);

Considérant que le bien se situe dans le périmètre de servitude aéronautique;

Considérant que le bien se situe sur la courbe de bruit A' de 70 db du plan de développement à long terme de l'aéroport de Charleroi;

Considérant que la demande de permis comprend une notice d'évaluation des incidences sur l'environnement;

Ry

Considérant que conformément à l'article D.68 §1^{er} du livre I^{er} du Code de l'Environnement, l'autorité qui a apprécié la recevabilité et la complétude du dossier de demande de permis, a également procédé à l'examen des incidences probables du projet sur l'environnement au sens large, sur base des critères de sélection pertinents visés à l'article D.66 du livre I^{er} du Code de l'Environnement;

Considérant qu'il résultait des caractéristiques du projet, de son impact sur l'environnement pris au sens large, de sa localisation, qu'il n'y avait pas lieu de requérir la réalisation d'une étude d'incidences du projet sur l'environnement, qu'en outre le dossier permet d'appréhender de manière adéquate et suffisante les divers impacts du projet;

Considérant que le projet s'écarte du plan de secteur pour les motifs suivants: non conforme à la ZACCI;

Considérant que la demande de permis a été soumise aux mesures particulières de publicité conformément à l'article 127 §3 du C.W.A.T.U.P.E.;

Considérant que l'enquête publique a été réalisée du 31/01/2012 au 14/02/2012;

Considérant que cette enquête publique n'a donné lieu à aucune réclamation;

Considérant que l'avis du Collège communal de et à CHARLEROI, sollicité en date du 18/01/2012 est réputé favorable;

Considérant que l'avis de BELGO CONTROL, sollicité en date du 18/01/2012 et transmis en date du 22/02/2012 est favorable conditionnel et libellé comme suit: *" Il est à noter que tout matériel utilisé durant les travaux ne pourra dépasser la hauteur maximale autorisée de 6m AGL (Above Ground Level) ou devra faire l'objet d'une demande séparée dans un délai de 2 mois avant le début des travaux au service Urbanisme de Belgocontrol "*;

Considérant que l'avis d'IGRETEC - Intercommunale pour la Gestion et la Réalisation d'Etudes Techniques et Economiques, sollicité en date du 18/01/2012 et transmis en date du 26/01/2012 est favorable.

Considérant que l'avis du Service régional d'Incendie CHARLEROI, sollicité en date du 18/01/2012 et transmis en date du 05/03/2012 est favorable.

Considérant que le projet consiste en la réalisation de deux dalles de parkings avions et voirie de contournement;

Considérant que l'article 34 du Code précité stipule que *" La zone d'aménagement communal concerté à caractère industriel est destinée à recevoir les activités visées aux articles 30 et 30 bis et les activités agro-économiques de proximité, à l'exclusion des activités de vente au détail – Décret du 30 avril 2009, art. 20, 2°. Son affectation est déterminée en fonction de la localisation de la zone, de son voisinage, des coûts et des besoins pour la région concernée, des infrastructures de transport existantes, tout en veillant à développer des potentialités en termes de multimodalité ainsi que des synergies avec les zones attenantes. Cette zone comporte un périmètre ou un dispositif d'isolement, sauf pour la partie du périmètre qui se situe le long d'une infrastructure de communication utile à son développement économique ou lorsqu'un dispositif naturel ou artificiel, relevant du domaine public, constitue lui-même un périmètre ou un dispositif d'isolement suffisant. Le logement de l'exploitant ou du personnel de gardiennage peut y être admis, pour autant que la sécurité ou la bonne marche de l'entreprise l'exige. Il fait partie intégrante de l'exploitation. La mise en œuvre d'une zone ou partie de zone d'aménagement communal concerté à caractère industriel est subordonnée à l'adoption par le conseil communal, soit d'initiative, soit dans le*

délai qui lui est imposé par le Gouvernement, d'un rapport urbanistique et environnemental, conforme à l'article 33, § 2, et, le cas échéant, à l'article 33, § 2 bis, et à son approbation par le Gouvernement ";

Considérant que le projet n'est pas conforme à la destination générale de la zone précitée;

Considérant toutefois qu'en application de l'article 127 §3 du Code précité stipule que " pour autant que la demande soit préalablement soumise aux mesures particulières de publicité déterminées par le Gouvernement ainsi qu'à la consultation obligatoire visée à l'article 4, alinéa 1er, 3°, lorsqu'il s'agit d'actes et travaux visés au § 1er, alinéa 1er, 1°, 2°, 4°, 5°, 7° et 8°, et qui soit respectent, soit structurent, soit recomposent les lignes de force du paysage, le permis peut être accordé en s'écartant du plan de secteur, d'un plan communal d'aménagement, d'un règlement communal d'urbanisme ou d'un plan d'alignement ";

Considérant que l'enquête publique requise a été réalisée selon le prescrit susmentionné et n'a suscitée aucune réclamation; que le projet dont question doit être considéré par sa nature et sa vocation comme un équipement de service public ; qu'en effet, la participation directe ou indirecte importante des autorités publiques dans ce projet, notamment en termes de financement, de maîtrise d'ouvrage, de gestion et d'exploitation (Union européenne, Région wallonne, SOWAER, etc.) le confirme ; que le projet est également repris dans le périmètre de l'Arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2004 adoptant l'avant-projet de révision des planches 46/4 et 46/8 du plan de secteur de Charleroi en vue de l'inscription, sur le territoire de Charleroi (Gosselies, Jumet et Ransart) de zones de services publics et d'équipements communautaires destinées à permettre l'extension des infrastructures aéroportuaires de Charleroi-Bruxelles Sud ; que l'ensemble de ces éléments confirme le caractère public de l'infrastructure envisagée ; qu'il s'agit dès lors d'un projet de travaux d'utilité publique en application des articles 127 § 1^{er}, 2° et 7° du Code ;

Considérant que le projet consiste plus précisément en la construction de deux dalles de parkings pour avions en extension de la dalle nord existante et présentera une voirie de contournement afin de desservir au mieux la structure mise en place pour l'aéroport de Charleroi ; que la surface totale sera de 94.000 m², que la superficie de la dalle Est est de 34.168 m² avec un accotement total de 3.793 m² ; que la dalle Ouest aura une superficie de 37.421 m² et un accotement de 2.863 m², que la dalle Ouest aura une superficie de 37.421 m² et un accotement total de 3.793 m², que la voirie interne permet la circulation des véhicules de service sur le site ; que les dalles seront en béton coulé sur place ; que la voie de contournement sera construite en revêtement hydrocarboné ; que ces extensions de la dalle permettront le stationnement supplémentaire de deux fois 5 avions en position frontale et de 4 autres avions en position arrière; que les extensions disposeront d'un équipement de poteaux d'éclairage électriques

Considérant que le projet vient en extension de la dalle existante de stationnement des avions sur le site de l'aéroport ; que les lignes de force du paysage ont été examinées et considérées comme rencontrées à l'occasion du permis délivré pour l'aérogare et ses infrastructures ; que ces travaux ne seront visibles que depuis la piste et ne modifient pas la perception globale de l'aérogare ; que l'impact sera dès lors quasi nul au niveau du paysage ; que le prescrit de l'article 127 § 3 est respecté ; que le projet peut dès lors être autorisé ;

Considérant que le projet d'extension du terminal s'inscrit dans le respect des options du Schéma de Développement de l'Espace Régional (SDER), tel qu'adopté par le Gouvernement wallon le 27 mai 1999 ;

Au vu de ce qui précède :

DECIDE:

Article 1^{er} : Le permis d'urbanisme sollicité par BRUSSELS SOUTH CHARLEROI AIRPORT S.A est **octroyé**.

Le titulaire du permis devra respecter les conditions suivantes:

- Respecter l'avis de Belgo Control;
- Exécuter les travaux conformément aux plans joints en annexe;
- Sous réserve du respect et sans préjudice du droit des tiers.

Article 2 : Expédition de la présente décision est transmise au demandeur et au Collège communal de CHARLEROI.

Article 3 : Le titulaire du permis avertit, par lettre recommandée, le Collège communal et le Fonctionnaire délégué du commencement des travaux ou des actes permis, au moins huit jours avant d'entamer ces travaux ou ces actes.

Article 4 : Le présent permis ne dispense pas de l'obligation de solliciter les autorisations ou permis imposés par d'autres lois ou règlements.

A NAMUR, le

07 JUIN 2012

Le Ministre,



Philippe HENRY

Pour copie conforme
Anne Renard
Assistante



Extraits du code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme, du patrimoine et de l'énergie

1) VOIES DE RECOURS

Art. 127. § 6. Le demandeur et le collège communal peuvent introduire un recours auprès du Gouvernement wallon dans les trente jours de la réception de la décision du fonctionnaire délégué ou de l'écoulement du délai visé à l'article 127, § 4, alinéa 2.

2) AFFICHAGE DU PERMIS

Art. 134. Un avis indiquant que le permis a été délivré est affiché sur le terrain à front de voirie et lisible à partir de celle-ci, par les soins du demandeur, soit lorsqu'il s'agit de travaux, avant l'ouverture au chantier et pendant toute la durée de ce dernier, soit dans les autres cas, dès les préparatifs, avant que l'acte ou les actes soient accomplis et durant toute la durée de leur accomplissement. Durant ce temps, le permis et le dossier annexé ou une copie de ces documents certifiée conforme par la commune ou le fonctionnaire délégué, ou le jugement visé à l'article 155, § 5, doit se trouver en permanence à la disposition des agents désignés à l'article 156 à l'endroit où les travaux sont exécutés et les actes accomplis.

3) PEREMPTION DU PERMIS

Art. 86. § 1^{er}. Si, dans les deux ans de l'envoi du permis d'urbanisme, le bénéficiaire n'a pas commencé les travaux de manière significative, le permis est périmé.

§2. Le permis est périmé pour la partie restante des travaux si ceux-ci n'ont pas été entièrement exécutés dans les cinq ans de son envoi, sauf si la réalisation a été autorisée par phases. Dans ce cas, le permis détermine le point de départ du délai de péremption pour chaque phase autre que la première.

La péremption du permis s'opère de plein droit.

4) PROROGATION DU PERMIS

Art. 86. §3. A la demande du bénéficiaire du permis d'urbanisme, celui-ci est prorogé pour une période d'un an. Cette demande est introduite trente jours avant l'expiration du délai de péremption visé à l'article 86, § 1^{er}.

La prorogation est accordée par le Gouvernement ou le fonctionnaire délégué.

5) CERTIFICATION DE LA CONFORMITE DES TRAVAUX

Art. 139. Selon les dispositions que peut arrêter le Gouvernement, dans le délai de soixante jours à dater de la requête que le titulaire du permis ou le propriétaire du bien adresse simultanément au collège communal et au fonctionnaire délégué, il est dressé une déclaration certifiant que :

- 1° les travaux sont ou ne sont pas achevés dans le délai endéans lequel ils devaient être achevés ;
- 2° les travaux ont ou n'ont pas été exécutés en conformité avec le permis délivré.

Si les travaux ne sont pas achevés dans le délai ou ne sont pas conformes au permis délivré, la déclaration doit, selon le cas, contenir la liste des travaux qui n'ont pas été exécutés ou indiquer en quoi le permis n'a pas été respecté

6) MODALITES AVANT LE DEBUT DES TRAVAUX

Art. 137. Le début des travaux relatifs aux constructions nouvelles, en ce compris l'extension de l'emprise au sol de constructions existantes, est subordonné à l'indication sur place de l'implantation par les soins du collège communal.

Il est dressé procès-verbal de l'indication.